



LE SAVIEZ-VOUS ? En déclarant vos revenus sur www.impots.gouv.fr, vous bénéficiez de nombreux avantages : délai supplémentaire, dispense de justificatifs, accusé de réception et une réduction de 20 € si vous utilisez également un moyen moderne de paiement.

N° 19 - jeudi 24 mars 2005



Le Journal d'ADELE



... quand l'ADministration ELEctronique vous simplifie la vie !

Magazine bimensuel édité par l'Agence pour le Développement de l'Administration Electronique (ADAAE)



SOMMAIRE
N° 19
24 mars 2005

■ **ADELE au conseil des ministres**

LE QUESTIONNAIRE D'ADELE...

■ **Julia Ferger**, Commission européenne, Direction générale « Marché Intérieur »

ZOOM SUR...

■ **Et en France ? La plateforme marches-publics.gouv.fr**

ACTUALITE

[Actualité technologique]

■ **WebCT 95 : l'offre sans souci des collectivités**

[Concertation et partenariat]

■ **Débat national sur la carte d'identité électronique**

[Actualité européenne]

■ **Lancement du programme IDABC**

■ **L'Europe est à vous**

[Appels à commentaires]

■ **Guide des licences libres**

OBSERVATOIRE DE L'ADMINISTRATION ELECTRONIQUE

[Meilleures pratiques internationales]

■ **Une expérience pilote au Consulat général de France à Londres**

[Le chiffre du mois]

■ **40% des services administratifs européens accessibles en ligne**

ADELE ET VOUS

[Les mots d'Adèle]

■ **Pop-up**

■ **Cheval de Troie**

SERVICES

[Agenda]

[Offres d'emploi]

■ ADELE au Conseil des ministres

Lors du conseil des ministres de ce jeudi 24 mars au matin, Eric Woerth, secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat, a dressé un premier bilan du programme ADELE.

La mise en oeuvre du plan d'action pour le développement de l'administration électronique est en avance sur les objectifs fixés, a-t-il indiqué : « au 31 décembre 2004, soit dix mois après le lancement du programme ADELE, un quart des projets étaient opérationnels ».

L'offre de services en ligne aux particuliers et aux professionnels s'est étoffée, et ce sont désormais plusieurs millions de Français qui l'utilisent, notamment pour suivre leurs remboursements d'assurance maladie, obtenir un certificat de non-gage administratif pour leur véhicule, déclarer leurs revenus ou payer en ligne leurs impôts.

>> [Consulter le communiqué](#)



LE QUESTIONNAIRE D'ADELE

■ Julia Ferger, Commission européenne, Direction générale « Marché Intérieur »

La Commission des Communautés européennes publie son « Plan d'action pour la mise en oeuvre du cadre juridique pour la passation électronique des marchés publics ».

Ce cadre, défini par les directives 2004/18/CE et 2004/17/CE, a été adopté en avril 2004. Son objectif est de permettre une passation électronique



source : europa.eu.int



« ouverte, transparente et non discriminatoire », fondée sur une utilisation rapide, massive et concertée des moyens de communication électroniques.

Les Etats membres ont jusqu'au 31 janvier 2006 pour transposer les nouvelles dispositions et mettre en oeuvre ces directives au niveau national.

Les bénéfices de la passation électronique des marchés se traduiront par des économies importantes (en termes de prix et de qualité pour les pouvoirs publics, et de coûts de transaction sensiblement réduits pour les acheteurs et fournisseurs), ainsi que par une augmentation de la concurrence et de l'efficacité pour l'ensemble de l'économie européenne. Mais encore faut-il que l'utilisation des moyens électroniques soit mise en oeuvre de manière intelligente et coordonnée afin de ne pas aboutir à une fragmentation : c'est la raison d'être de ce plan d'action, comme nous l'explique Julia Ferger, Fonctionnaire à la Commission européenne, Direction générale « Marché Intérieur ».

>> [Lire l'interview](#)

ZOOM SUR...

■ Et en France ? La plate-forme [marches-publics.gouv.fr](#)

Dans le cadre des directives européennes, et conformément au nouveau code des marchés publics, l'Etat a mis en place une [plate-forme de dématérialisation des appels d'offres](#).

Cette plate-forme permet la consultation des avis de marchés, le téléchargement des dossiers de consultation et la remise de candidatures et d'offres. Elle prend en compte l'ensemble des services centraux et déconcentrés de l'Etat, accueille l'ensemble de leurs marchés formalisés et pour partie leurs marchés à procédure adaptée.

**Depuis son ouverture, le 1er janvier 2005,
l'utilisation de la plate-forme [marches-publics.gouv.fr](#)
est en progression constante :**

- plus de 1 300 procédures dématérialisées ;
- plus de 3 500 dossiers de consultation des entreprises téléchargés ;
- près de 4 000 acheteurs publics l'utilisent à ce jour ;
- 36 procédures ouvertes sur la plate-forme au mois de mars, soit presque trois fois plus qu'au mois de janvier.

Une campagne d'information vers les entreprises sera bientôt lancée pour leur faire connaître les bénéfices de ce service.

[Actualité technologique]

■ WebCT 95 : l'offre sans souci des collectivités

En mars 2002, le Conseil général du Val d'Oise a lancé un grand plan d'action pour développer l'administration électronique locale sur son territoire.

L'action phare de ce plan est WebCT95, un générateur de sites web assortis de contenus et de services, proposé aux 185 communes du département.

Cette plate-forme comporte une application particulièrement innovante, « La Cartevaloise », atelier de création de télé-services lancé dans le cadre du programme Carte de Vie Quotidienne (CVQ).

Le 22 février 2005, le Conseil général et Christophe Durand, conseiller général délégué aux NTIC, fêtaient, avec les maires du Val d'Oise, le 17ème site WebCT95 ouvert : 38 autres sont en construction ou en début de processus et attendent la possibilité d'utiliser la Cartevaloise. L'objectif d'ici fin 2005 : convertir 80 communes et mettre au point une labellisation WebCT pour diffuser l'outil auprès d'autres départements.

>> Lire l'interview de Bruno Perrin, Directeur des systèmes d'information au Conseil général du Val d'Oise



Bruno Perrin

« Il faut masquer la complexité administrative et se mettre à la place de l'utilisateur. »

[Concertation et partenariat]

■ Débat national sur la carte d'identité électronique



Le Forum des droits sur l'internet organise un grand débat en ligne et des débats en région, pour informer et recueillir l'avis des Français sur le projet de carte nationale d'identité électronique du ministère de l'intérieur. La deuxième étape du débat national aura lieu le jeudi 31 mars 2005 à Lyon, les débats porteront notamment sur le thème des garanties en terme de protection de la vie privée.

>> Pour en savoir plus

[Actualité européenne]

■ Lancement du programme IDABC à Bruxelles

Le programme quinquennal IDABC (Interoperable Delivery of European eGovernment Services to public Administrations, Business and Citizens) a pour objectif de développer les services européens en ligne à destination des administrations publiques, des entreprises et des citoyens. Le lancement d'IDABC a rassemblé à Bruxelles les 17 et 18 février derniers les représentants de la société civile, de la sphère publique et privée. Cette conférence avait pour objet de recueillir leurs suggestions, propositions en vue de finaliser le programme de travail quinquennal d'IDABC.

>> Consulter les comptes-rendus de la conférence IDABC

■ L'Europe est à vous

La conférence de lancement IDABC fut l'occasion d'annoncer l'ouverture officielle du portail européen de l'administration « L'Europe est à vous », désormais opérationnel à l'adresse europa.eu.int/youreurope.

Ce site d'information agrège et remplace les trois portails suivants :

- dialogue avec les citoyens ;
- dialogue avec les entreprises ;
- services publics.

« L'Europe est à vous » s'adresse aux citoyens et entreprises, auxquels il propose des informations générales au niveau communautaire et national, des adresses et liens utiles, ainsi que des guides généraux sur les droits et les opportunités économiques dans l'Union européenne et son marché intérieur.

>> [Consulter le portail](#)

[Appels à commentaires]

■ Guide des licences libres

Alors que le nombre d'administrations utilisatrices de logiciels libres augmente et que l'offre de services se diversifie, l'ADAE engage un travail d'actualisation et d'enrichissement du « [Guide de choix et d'usage des licences de logiciels libres pour les administrations](#) », dont la première version avait été publiée en 2002.

Toutes les administrations et plus largement tous les organismes publics sont invités à participer en répondant à un appel à commentaires jusqu'au 3 avril 2005. Toute contribution, même partielle, est la bienvenue.

>> [Consulter l'appel à commentaires](#)

**[L'administration électronique est l'affaire de tous :
votre avis nous intéresse !](#)**

OBSERVATOIRE DE L'ADMINISTRATION ELECTRONIQUE

[Meilleures pratiques internationales]

■ Une expérience pilote au Consulat général de France à Londres

Depuis juin 2004, le Consulat général de France à Londres dispose d'un nouveau site Internet, distinct de celui de l'ambassade, www.consulfrance-londres.org. Il offre aux nombreux Français résidant en Grande-Bretagne un système de pré-inscription et de pré-traitement en ligne de leurs demandes d'actes administratifs (visas, passeport, carte d'identité...), susceptible d'être généralisé à l'ensemble des représentations consulaires de la France dans le monde.

>> [Lire l'article](#)

■ **40% des services administratifs européens sont accessibles en ligne, selon une étude réalisée par Cap Gemini pour la Commission européenne**

L'étude a évalué le niveau d'interactivité des services administratifs dans les 25 pays de l'Union européenne ainsi qu'en Norvège, en Suisse et en Islande, en distinguant les services de base accessibles en ligne (tels que l'immatriculation des voitures ou la demande de permis de construire) des transactions élaborées, entièrement traitées par Internet, comme celles liées à l'impôt sur le revenu.

Avec un taux de sophistication de 50 % et une progression constante depuis 2002, la France se place en dixième position de ce classement dominé par les pays scandinaves.

Le déploiement des services en ligne constitue un élément majeur de la stratégie de Lisbonne, dont l'ambition est de faire de l'économie européenne la plus compétitive du monde d'ici 2010, grâce notamment aux nouvelles technologies.

>> [Consulter l'étude sur le site Europa](#)

ADELE ET VOUS

[Les mots d'Adèle]

■ **Pop-up**, n. f.

Définition : nouvelle fenêtre de navigateur, souvent à caractère publicitaire (mais pas nécessairement), s'ouvrant automatiquement au-dessus ou à côté de la fenêtre de navigation de l'internaute. Comme ces fenêtres intempestives sont susceptibles d'apporter des virus ou des programmes espions, des outils sont apparus pour en empêcher l'ouverture, ou la contrôler en définissant des autorisations liées à des sites (barres d'outils comme la Google Toolbar, navigateurs comme Mozilla/Firefox ou logiciels spécifiques).

Equivalent ou assimilé : fenêtre surgissante.

Source :

<http://www.dicodunet.com/definitions/e-marketing/pop-up.htm>

■ **Cheval de Troie**, n. m.

Définition : logiciel qui se présente sous l'apparence d'un programme anodin (jeu, utilitaire), et détourne les mécanismes de sécurité pour s'introduire au coeur du système informatique de l'utilisateur. A la manière du célèbre engin inventé par Ulysse dans La Guerre de Troie, ce logiciel prend le contrôle de l'ordinateur sans que son propriétaire s'en aperçoive, pénétrant notamment dans les fichiers pour les consulter, les modifier ou les détruire.

Equivalent anglais : trojan horse.

Sources :

<http://w3.granddictionnaire.com>

<http://www.dicodunet.com/definitions/internet/cheval-de-troie.htm>

[Retrouvez les mots d'Adèle sur le site de l'ADAE !](#)

[Agenda]

■ **Les dimanches 20 et 27 mars dans toutes les régions de France : Fête de l'Internet 2005.**

Rendez-vous annuel d'information, d'initiation, d'appropriation, de partage, d'expériences avec l'objectif de démocratiser l'accès à Internet.

>> [Pour en savoir plus](#)

... **Le mois prochain**

■ **Le 5 avril 2005 à l'Echangeur Basse-Normandie : Visioconférence avec le Québec sur le thème « Mise en place de la e-administration sur les territoires, quel rôle pour les PME ? »**

Avec la participation de Eric WOERTH, secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat, Henry-François GAUTRIN, ministre délégué au gouvernement en ligne du Québec, Jacques SAURET, Directeur de l'ADAE, Robert DESBIENS, secrétaire à l'inforoute gouvernementale.

>> [Programme et inscriptions](#)

■ **Le 11 avril à Paris : Débat sur la carte d'identité électronique organisé par le Forum des droits sur l'Internet.**

>> [Pour en savoir plus](#)

■ **Les 19, 20 et 21 avril 2005 au Parc Floral de Paris : 9èmes assises de l'AMIF : Association des Maires de l'Ile de France.**

>> [Pour en savoir plus](#)

... **Prochainement**

■ **Les 11 et 12 mai à Nice : Assises nationales du Net et des TIC pour les collectivités.**

Les Assises nationales du net et des TIC pour les collectivités offrent une plate-forme d'échanges sur des retours d'expériences, sur le partage des connaissances entre élus et techniciens, elles sont également un carrefour de rencontres entre les collectivités et leurs prestataires.

>> [Pour en savoir plus](#)

Retrouvez sur le site l'intégralité de notre rubrique [Agenda](#)



[Offres d'emploi]

Retrouvez [sur le site](#) notre rubrique d'offres d'emploi et de stages en rapport avec l'informatique, Internet et l'administration électronique.

N'hésitez pas à nous [communiquer](#) vos offres d'emploi au sein de l'administration et des collectivités locales.



Le Journal d'Adèle est une publication de l'[ADAE](#).

Directeur de la publication : [Jacques Sauret](#)

Rédacteur en chef : [Stéphane Yrles](#)

Rédacteur en chef délégué : [Juan-Carlos Campillo](#)

Coordination : [Myriam Abid](#)

Réalisation : [Département communication de l'ADAE](#)

[Abonnement - Désabonnement - Parrainage](#)

© ADAE 2005

Reproduction possible à des fins non commerciales, sous réserve d'[autorisation](#) de notre part.

ADeLE : pour vous simplifier la vie !